

GEORGES MONNET

J. LE ROY-LADURIE

MARCEL ROCLORE

présentent :

Le
Communisme
et
les Paysans



Imp. MARÉCHAL. PARIS-19°.

≈ 1950

CULTIVATEURS FRANÇAIS,

Nous venons, tous les trois, d'horizons très différents et nous conservons chacun nos propres opinions.

Cependant, les circonstances sont si graves que nous n'hésitons pas à nous unir pour vous présenter, sans passion, les faits qui vous permettront de juger, vous-mêmes, le programme agricole du parti communiste.

A travers cette lecture, vous apercevrez le sort qui vous attendrait si les communistes venaient à prendre le pouvoir.

En soumettant cette brochure à votre réflexion, nous avons conscience d'accomplir notre devoir de Français.

Georges Monnet

Ancien Ministre de l'Agriculture
(1936-1939)

J. Le Roy Ladurie

Ancien Ministre de l'Agriculture
(1942)

Marcel Rocolre

Ancien Ministre de l'Agriculture
(1947)

LE COMMUNISME ET LES PAYSANS

Ex-Libris

PIERRE MERCIER



LE CHANT DES SIRÈNES

AU DÉBUT D'AVRIL 1950, le Parti Communiste a publié un programme agricole volontairement rassurant, destiné à la plus large diffusion dans nos campagnes. Les agents et les propagandistes du bolchévisme, ses députés et ses sénateurs vont dans les plus modestes villages prêcher leur évangile. Ils veulent capter la confiance... et les voix des cultivateurs. Ceux-ci se laisseront-ils prendre à leurs magnifiques promesses ? Ou, au contraire, éventureront-ils les pièges tendus par la cinquième colonne de Staline ?

Trop souvent, les promesses sont une chose et la réalité une autre ! N'est-ce pas tout particulièrement vrai pour le Parti Communiste ?

Voyez plutôt ce qui se passe dans tous les pays où celui-ci a réussi à s'emparer du pouvoir ! En Russie ? Dans les pays satellites de l'Europe centrale ? En Chine ? Oui, regardez et jugez ! Partout, les communistes font exactement le contraire de ce qu'ils vous promettent aujourd'hui, à vous, paysans français. Si vous ne le savez pas déjà, ces quelques pages auront vite fait de vous le prouver.

Et tout d'abord, donnons la parole à ces messieurs. Écoutons un instant le chant des sirènes.

LES PROMESSES QU'ILS FONT

Le programme agricole publié par la presse communiste promet :
1° l'expropriation sans indemnité des terres arables ou en friche

des grands propriétaires fonciers oisifs, ainsi que des immeubles et du cheptel qui dépendent de ces terres ;

2° l'expropriation, avec indemnité, des autres terres appartenant à des propriétaires qui ne les exploitent pas eux-mêmes ;

3° la consécration absolue des petits et moyens propriétaires exploitants à la jouissance continue et héréditaire de leurs terres ;

4° la remise des terres expropriées et des biens qui en dépendent aux paysans travailleurs : petits fermiers, ouvriers agricoles et petits propriétaires exploitants, disposant d'une superficie insuffisante ;

5° une fois la réforme agraire réalisée, interdiction de la vente et de l'achat des terres...

6° l'aide de l'Etat en vue du développement de la production agricole....

7° l'appui général et financier à la coopération agricole sous toutes ses formes, y compris aux coopératives de production lesquelles, en se développant sur la base du libre consentement du paysan-travailleur, ouvriront la voie vers une agriculture socialiste-moderne ».

Elles sont bien belles, ces promesses ! Malheureusement, elles sont copiées presque textuellement sur le *Programme de l'Internationale Communiste* (chapitre IV, 3° paragraphe). Ainsi donc, ce célèbre programme a toujours force de loi pour tous les Partis Communistes, bien que le « Komintern » ait tenté de se camoufler en adoptant maintenant le nom de « Kominform ».

Mais le Parti Communiste Français n'est pas fou ! Il a bien copié le programme communiste de Moscou, mais il s'est prudemment gardé de reproduire *in extenso* toutes les mesures que celui-ci prévoit pour les paysans. Réparons donc cette omission.

.... ET LES MENACES QU'ON TAIT

Dans ce même chapitre III du programme du Komintern-Kominform, que les chefs communistes français connaissent pourtant parfai-

tement, on lit par exemple au paragraphe 5 que le prolétariat ne doit admettre « *aucun partage du pouvoir avec la masse des paysans* ». Cela n'indique-t-il pas qu'en ce qui concerne les cultivateurs, on a décidé de faire leur bonheur malgré eux et contre eux !... Sinon, pour quoi veut-on les écarter du pouvoir ?

Et voici les mesures énumérées au 8° paragraphe :

« Organisation d'un grand nombre d'*entreprises agricoles soviétiques d'Etat*, et inversement, *remise d'une faible partie des terres aux paysans ; allure rapide de l'évolution socialiste, en général, et de la collectivisation de l'économie paysanne, en particulier.* »

Cela sonne autrement que ce que vous avez lu tout à l'heure, n'est-ce pas ? Mais on le trouve noir sur blanc dans le programme de Moscou, dont les chefs communistes français n'ont copié que ce qui peut flatter les oreilles, tout en se gardant bien de révéler la suite.

Cette « collectivisation paysanne », on a vu comment elle s'est accomplie à une « allure rapide » dans tous les pays où le bolchévisme s'est imposé en maître. Retenons qu'une fois cette collectivisation opérée par la force, les cultivateurs embrigadés dans ces coopératives-kolkhozes (1) n'auront plus aucune liberté, car le programme de Moscou (chap. III, paragraphe 6) dit en parlant de ces coopératives :

« Elles dépendent de l'industrie prolétarienne, des banques prolétariennes, etc. »

Autrement dit : *elles dépendent de l'Etat*, un Etat dont la paysannerie est exclue, et d'un Etat où les communistes — ils le disent eux-mêmes — n'admettent « *aucun partage du pouvoir* ».

Mais laissons là ces textes et examinons les faits. Les faits prouvent que les menaces qu'on tait se réalisent inexorablement, tandis que les promesses qu'on fait sont tout justes bonnes à faire des dupes.

(1) En France le statut officiel des Coopératives de culture « en commun » est désigné officiellement par la lettre « K », première lettre du mot Kolkhoze. Ne pas confondre avec les Coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (C.U.M.A.).



LA TRAGÉDIE RUSSE

LES LIEUTENANTS DE M. WALDECK ROCHET ne cessent de vanter les « bienfaits » dont le paradis soviétique comble les travailleurs, en général, et les paysans, en particulier. Ils affirment notamment que la révolution bolchéviste d'octobre 1917 a eu l'immense mérite de « donner la terre à ceux qui la cultivent », ou comme ils disent encore, aux « paysans travailleurs ».

UN DOUBLE MENSONGE

Cette affirmation est une première fois mensongère parce que — tous les historiens le savent — les paysans russes se sont eux-mêmes emparés des terres seigneuriales dès l'été 1917, donc avant la révolution bolchéviste. Les bolchévistes, arrivés au pouvoir, se sont bornés à sanctionner par la loi un fait accompli. Le gouvernement soviétique se garda bien, à cette époque, de contrarier les cultivateurs, car la Russie était alors en pleine guerre civile, et le régime bolchévique en péril avait besoin des paysans comme soldats pour se défendre.

Cette affirmation est une deuxième fois mensongère parce que, à peine consolidé, le gouvernement soviétique s'empressa de reprendre aux paysans les terres dont ils étaient devenus propriétaires. Ce fut la collectivisation forcée de l'agriculture. En y procédant, les communistes russes se livrèrent sur les paysans à des actes de sauvagerie inima-

ginables. Les cultivateurs français savent donc ce qui les attendrait si, pour leur malheur, MM. Duclos, Marty, Waldeck Rochet et consorts prenaient le pouvoir chez nous.

Quant aux promesses hypocrites, les communistes de chez nous s'inspirent du grand et génial exemple de leur dieu : Staline.

En 1925, lorsque les paysans russes travaillaient encore pour leur propre compte (officiellement, la terre appartenait à l'Etat, mais les paysans l'exploitaient comme si elle était à eux), Staline accorda une interview à un journaliste soviétique. Celui-ci lui demandait s'il ne serait pas indiqué d'attribuer pour dix ans son lopin de terre à chaque cultivateur. Et Staline de répondre :

— Et même pour 40 ans!

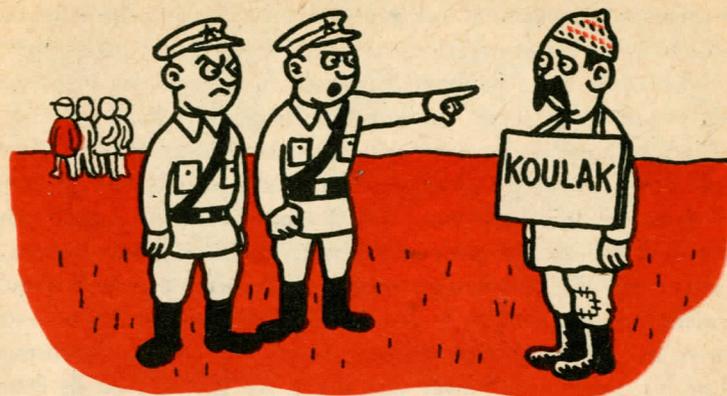
Hélas, peu de temps après, le désastre s'abattit sur les malheureux.

LA COLLECTIVISATION FORCEE

En 1929, Staline jugea en effet le moment venu de mettre les agriculteurs au pas. La plus grande partie de l'industrie et une fraction importante du commerce se trouvaient déjà aux mains de l'Etat. Mais les cultivateurs, jouissant d'une relative liberté économique, demeuraient largement indépendants et travaillaient pour leur propre compte. Le bolchévisme au pouvoir voyait dans leur indépendance une menace pour le régime, lequel ne peut s'accommoder d'aucune espèce de liberté.

Dès les premières semaines de 1930, des détachements de la police, secondés par des escouades fanatisées, recrutées dans les jeunesses communistes (« Komsomols ») se ruent sur les villages. Ils conviennent les paysans à mettre leurs terres, leur cheptel et leur outillage en commun pour créer des exploitations collectives, des « kolkhozes ». L'immense majorité des cultivateurs ne s'en ressent nullement; elle fait la sourde oreille. C'est alors que se déclencha l'opération policière.

Les paysans qui se permettent de protester ou de rechigner sont qualifiés de *koulaks* (c'est le nom dont on désigne en U.R.S.S. les paysans « aisés », mais dont le train de vie était moins enviable que



celui d'un paysan pauvre en France). Et, indistinctement, on traite de « koulak » quiconque se montre tiède ou réticent.

Le 1^{er} février 1930, la presse soviétique publie un décret annonçant la « liquidation des koulaks », et ordonnant :

« Les comités exécutifs des districts et cantons, ainsi que les gouvernements des Républiques autonomes, sont habilités à prendre toutes mesures adéquates dans la lutte contre les koulaks, y compris la confiscation complète de leur avoir et leur expulsion de leur département et des limites du district. La fortune confisquée des koulaks sera versée au fonds indivisible des kolkhozes. »

Fortes de ce décret, les autorités soviétiques peuvent sévir à leur convenance, et elles ne s'en privent pas. Tous les paysans qui tiennent à leur terre, à leur outillage, à leurs bêtes, et qui le disent, sont happés par l'impitoyable engrenage comme les gerbes de blé par le tambour d'une batteuse. Aisés ou pauvres, ils sont qualifiés de « koulaks » pour les besoins de la cause, arrêtés avec leurs familles et déportés dans l'extrême Nord de la Sibérie. Là, on les emploie aux travaux forcés : défrichement, terrassement, construction de canaux et de routes, travaux forestiers, travail dans les mines. On ne se borne pas à leur prendre leurs champs, leurs étables, leurs bêtes et leurs outils ! — on

leur prend leurs maisons et leur mobilier ! on ne les autorise à emporter qu'une paire de bottes et un peu de linge ! Des villages entiers ont été ainsi dépeuplés, leurs habitants dispersés et décimés, les biens accumulés par un long labeur, confisqués ou livrés au pillage.

Cinq millions de paysans ont été ainsi chassés de leurs foyers, déportés et astreints au travail forcé dans des régions inhospitalières. Plus de la moitié d'entre eux périrent lamentablement. Les hommes, plus résistants, s'en tirèrent parfois mieux. Mais on peut imaginer, et on sait — car des témoignages sont tout de même parvenus jusqu'en Occident ! — ce qu'ont dû souffrir, avant de mourir, les enfants expulsés avec leurs mères, parfois dans l'épouvante de la nuit, et acheminés malgré les rigueurs de l'hiver vers des zones glaciales où ils étaient privés de gîte, de soins et de tout.

LE « LIBRE CONSENTEMENT ».

Cette ruée de bandes armées fit régner la terreur dans les villages. Voyant les « mauvaises têtes » et les récalcitrants parqués dans des fourgons à bestiaux, partis vers la lointaine Sibérie, la plupart des cultivateurs russes, incapables de se défendre, cédèrent à l'oppression. Dans les assemblées où on les convoqua pour les convier à se prononcer en faveur de la collectivisation, sous l'œil vigilant des policiers, les mains se levant « contre » se firent de plus en plus rares. La presse bolcheviste, en Russie et en Occident, put annoncer triomphalement que l'enthousiasme avait gagné les masses rurales et que les paysans russes faisaient la queue devant les mairies, pour se faire inscrire aux exploitations collectives, aux « kolkhozes » ! Elle ne disait évidemment pas que ceux qui auraient voté « contre » ou qui n'auraient pas sollicité leur inscription, risquaient avec leurs familles la déportation, la Sibérie, les travaux forcés avec, au bout, une mort lamentable.

Des deux maux, la masse des paysans russes finit par choisir le moindre : mieux valait, après tout, se soumettre, donner les champs,



le bétail et l'outillage et garder son toit pour s'abriter, que de perdre jusqu'à la maison et au mobilier, et d'être envoyé dans la steppe avec, en tout et pour tout, une paire de bottes et un peu de linge.

C'est ainsi que les communistes entendent le « libre consentement des paysans travailleurs », dont il est question au point 7 de leur programme agraire, reproduit au début de cette brochure. C'est le « libre consentement » de celui qui, assailli en pleine nuit dans un bois, préfère donner sa bourse et même sa chemise, plutôt que de perdre la vie...

Certains diront peut-être que nous exagérons et que nous noircissons le tableau, par pure méchanceté ! Ils nous permettront tout au moins d'invoquer un témoignage qu'aucun communiste convaincu n'osera récuser : celui de Staline en personne. Dans un article publié le 20 juin 1950 dans la *Pravda* et reproduit à la fin du même mois par la presse communiste française, parlant de cette collectivisation agricole de 1929-1934, Staline écrivait :

« C'était une révolution réalisée *par en haut*, effectuée sur l'initiative du pouvoir existant... »

Qu'on ne vienne donc plus nous parler de « libre consentement » ! Les faits, ainsi que l'aveu du chef suprême des communistes, démon-

trent qu'il ne s'agit là que d'une formule creuse, destinée à faire des dupes.

LE CALVAIRE

C'est alors que commence, pour les paysans russes, un véritable calvaire.

Ayant « consenti » à adhérer aux kolkhozes, il leur faut bien s'exécuter. Les terres sont mises en commun pour être travaillées en commun. Il faut amener les bêtes dans des étables communes hâtivement aménagées, sous les ordres de bureaucrates-policiers qui n'ont aucune idée de la vie des champs, ni des soins dont il faut entourer le cheptel.

Les larmes aux yeux, les paysans conduisent leurs vaches, leurs porcs, leurs moutons, leurs chevaux, vers ces installations de fortune. Malgré le dur labeur « collectif » auquel ils sont désormais astreints sur des terres qui ne sont plus à eux, ils tâchent de trouver chaque jour, autant que possible, un moment pour jeter un coup d'œil plein de regret sur ces animaux au milieu desquels ils avaient eu l'habitude, jusque-là, de travailler librement.

Et ces bêtes auxquelles ils étaient attachés, ils les voient dépérir à vue d'œil. Ceux qui sont chargés de les soigner n'ont aucun intérêt particulier à veiller sur leur santé. Ce sont, ou bien des fonctionnaires, ou bien des paysans fonctionnarisés, que rien n'incite à un zèle spécial, puisque les animaux qu'on leur a confiés ne sont pas à eux. A qui sont-ils ? Les agitateurs communistes, venus des villes, proclament que c'est la « propriété collective », la propriété de tout le monde. Mais, pratiquement, personne n'a le sentiment que ce cheptel lui appartient; la propriété de tout le monde n'est la propriété de personne. Mal soignées, les bêtes perdent du poids, tombent malades; beaucoup meurent.

Alors, la révolte gronde dans ces masses brimées et volées. La résistance ouverte est impossible, car la déportation menace les réfrac-

taires. Puisque ces animaux sont, de toute façon, condamnés par l'incapacité et la fainéantise des bureaucrates, autant les tuer soi-même ! S'ils doivent mourir, que leur mort profite au moins à leurs anciens propriétaires, auxquels ils ont été volés.

Une vague d'abattage, clandestine d'abord, au grand jour ensuite, déferle sur les campagnes de la vaste Russie. Les paysans ne livrent aux kolkhozes que ce qu'il leur est impossible de dissimuler, ils tuent leurs bêtes préférant les manger eux-mêmes plutôt que de les voir dépérir, sans utilité pour personne.

De 1929 à 1933, la statistique soviétique enregistre une baisse catastrophique des effectifs du cheptel. Cette baisse est de l'ordre de 51 % — donc, de plus de moitié — pour les chevaux; 43 % pour le gros bétail à cornes; 66 % — donc des deux tiers! — pour les moutons; 42 % pour les porcs.

C'est un véritable désastre dont les terribles conséquences ne se font guère attendre. Pendant plusieurs années, la famine sévit dans les villes et même dans les campagnes.

A en croire les promesses officielles, les exploitations collectives devaient bénéficier de tracteurs, de moteurs de toutes sortes, bref d'un outillage moderne destiné à alléger la peine des hommes. Mais l'Etat, seul propriétaire des fabriques de machines agricoles, ne sait pas tenir ses promesses. Il ne livre l'outillage promis qu'au compte-gouttes, et ce qu'il livre est de si mauvaise qualité que la fréquence des pannes rend impossible tout travail rationnel et suivi. Il ne faut pas oublier non plus que les cultivateurs russes, en grande partie illettrés, sont moins familiarisés que nous autres, Occidentaux, avec la technique moderne, ce qui multiplia les pannes. Le gâchis bureaucratique multiplie tous ces inconvénients : bien souvent, l'outillage arrive, mais l'Etat oublie d'envoyer l'essence nécessaire ; dans d'autres cas, les bidons d'essence pleins attendent pendant des mois et des mois les moissonneuses-lieuses, qui n'arrivent que longtemps après la moisson.

Comme, d'autre part, l'effectif des chevaux est réduit de plus de moitié, il est pratiquement impossible d'exécuter les travaux les plus



indispensables. Grâce à ce prodigieux gâchis, la récolte de 1933, d'après des sources soviétiques, fut de 30 à 40 % inférieure à ce que les autorités soviétiques avaient escompté !

LA FAMINE.

La désorganisation de l'agriculture et de l'élevage, à la suite de cette « expérience » aussi malencontreuse que criminelle, devint telle que les paysans soviétiques ne purent même plus produire assez de subsistance pour eux-mêmes et leurs familles. A plus forte raison, leur fut-il impossible de vendre quoi que ce soit aux villes. Après les avoir dépouillés de leurs terres, de leurs bêtes et de leurs outils, après les avoir forcés à assister, impuissants, à la dilapidation et à la détérioration de ce qu'on leur avait pris, après les avoir empêchés — faute des machines promises — de travailler et de produire, l'Etat envoya une fois de plus ses brigades de choc policières dans les campagnes — pour réquisitionner, cette fois-ci, puisqu'il fallait, d'une façon ou d'une autre, trouver des vivres afin de nourrir l'armée et les citadins.

Les paysans, cependant, n'avaient pas assez de produits alimentaires pour eux-mêmes. En eussent-ils eu, ils ne tenaient pas à les vendre, car l'industrie étatisée, travaillant mal, ne leur fournissait

guère de produits industriels : ni ficelle, ni clous, ni pelles, ni vêtements.

N'ayant rien à offrir en échange, l'Etat résolut de prendre, de réquisitionner, en donnant en contrepartie des « bons », tout juste bons à allumer le feu.

Après la première, une seconde vague de perquisitions et de persécutions s'abattit sur les malheureux. Même en Ukraine, pays dont la fertilité est légendaire, les familles paysannes furent en proie à la famine. L'Etat leur prit les maigres réserves qu'elles avaient pu amasser, les laissant littéralement devant le néant jusqu'à la prochaine récolte. Il n'existe guère de famille en Ukraine — et dans les autres régions, ce fut bien pire ! — qui n'ait perdu l'un de ses membres du fait de la famine.

Mais il fallait vivoter, tenir jusqu'à la récolte. Alors, les paysans affamés se rabattirent sur le blé réservé aux semailles de printemps. Dès que les autorités en eurent vent, des ordonnances draconiennes en interdirent la consommation, les sanctions prévues allant depuis la déportation jusqu'à la peine de mort. Les paysans n'eurent plus désormais que le choix entre différentes manières de mourir : ou mourir de faim chez soi, ou consommer le blé de semence et mourir, soit en déportation, soit d'une balle dans la nuque...

Aux déportés et tués de la première vague de terreur, vinrent s'ajouter les victimes de la famine et des nouvelles déportations et exécutions.

D'après les calculs du professeur Prokopovitch, la population rurale de l'U.R.S.S. a perdu, pendant cette collectivisation exterminatrice, 9 millions et demi d'âmes.

Même un auteur qui n'est pas suspect d'être défavorable au régime soviétique, M. Charles Bettelheim, directeur à l'École Pratique des Hautes Études, doit avouer dans un récent livre (1) :

« Cette transformation s'est déroulée, à certains moments, dans une atmosphère de guerre civile. »

LA TERREUR POLICIÈRE

Cette « atmosphère de guerre civile » était, hélas, inévitable ! Même accusés à la dernière extrémité, des êtres humains *ne se décident pas facilement à mourir*. L'instinct de vie leur commande de se débattre jusqu'au dernier moment et les incite à user, même ligotés et ficelés, de toutes les ruses et de tous les subterfuges possibles — tout simplement pour ne pas mourir...

C'est avec cet *instinct de vie des paysans*, plus fort que tout le reste et prêt à courir les risques les plus graves, que la terreur de l'État policier se trouva aux prises.

En butte aux perquisitions et aux réquisitions, les paysans traqués, tenaillés par la faim, s'efforcèrent de dissimuler leurs grains, consommèrent le blé de semence, s'aventurèrent pendant la nuit sur les champs, qu'ils savaient cependant bien gardés, pour couper des épis à l'aide de ciseaux ! Cette dernière pratique était si répandue à l'époque qu'on trouva même un terme spécial pour désigner ceux qui s'y livraient : on les appelait les « coiffeurs ».

Un décret, promulgué le 7 août 1932, s'efforça d'y mettre bon

(1) Charles Bettelheim, *L'Économie soviétique*, p. 26 (éditions du Recueil Sirey, 1950).

ordre : c'est le décret dit de « protection de la propriété collective d'État (kolkhozes, coopératives) ».

Aux termes de ce décret, sont considérés comme « propriété collective », entre autres, les biens des kolkhozes, y compris les récoltes sur pied, le bétail, les dépôts, etc.

« Les personnes, dit ce décret, qui attentent à la propriété collective sont considérées comme des ennemis du peuple. »

Ceux qui se rendent coupables de ce délit sont passibles de la *peine de mort* avec confiscation de tous les biens et, en cas de circonstances atténuantes, d'*au moins dix ans de détention* avec confiscation de tous les biens. *Aucune amnistie* ne peut être accordée.

Parmi les délits tombant sous le coup de ce décret, il y a des cas comme ceux-ci :

— prélèvement, pour la consommation personnelle, de blé de semences ou du grain de fourrage ;

— non observation, en labourant, de la profondeur prescrite ;

— endommagement, intentionnel ou non, du matériel agricole ;

— abattage illicite du bétail, ou mauvais soins donnés aux bestiaux.

Même les garçons d'écurie dont les juments avortent ont des amendes à payer !

Armées de ce décret inhumain, les autorités soviétiques sévissent. Elles font appel à la délation : les enfants doivent dénoncer leurs parents, les parents leurs enfants, le frère la sœur et, inversement, le mari la femme et la femme le mari. Ceux qui ne s'y prêtent pas se rendent coupables eux-mêmes de complicité.

La presse soviétique de l'époque ne cessait de publier de tels exemples et glorifiait les délateurs. Finalement, la police, la délation, la terreur eurent raison de la résistance paysanne. La paix se rétablit dans les campagnes russes — la paix des cimetières.

Plus de neuf millions de cadavres de paysans jonchent la route sanglante de la collectivisation agricole soviétique.

C'est ce que le programme agricole du Parti Communiste dit « français », appelle « le libre consentement des paysans-travailleurs ».

LA VIE AU KOLKHOZE



LES KOLKHOZES UNE FOIS IMPOSÉS et organisés, il n'est évidemment plus question d'aucun « libre consentement ». Ce n'est pas pour rien que le régime soviétique appelle les kolkhozes des « usines à blé » : il y règne la discipline sévère qui préside à l'activité dans l'usine soviétique et les paysans des kolkhozes doivent exécuter docilement les ordres de l'Etat-patron.

L'APPAREIL BUREAUCRATIQUE

Avant la collectivisation, chaque cultivateur s'adonnait à sa tâche sans qu'on lui ordonnât ce qu'il avait à faire. Les conditions atmosphériques, son expérience et le désir de tirer du sol, tout en maintenant sa fertilité, le maximum pour lui-même et pour sa famille, le guidaient suffisamment. Les ordres d'en haut se sont maintenant substitués au ressort personnel, et qui dit : « ordres d'en haut » dit « administration » et « bureaucratie ».

De toute évidence, le kolkhoze a besoin d'un président. Si le kolkhoze est tant soit peu important, les autorités lui envoient (ou plutôt *lui imposent*) un comptable, un magasinier, des employés de bureau, un inspecteur (il y a même des « inspecteurs de la qualité »!), un agronome, un « technicien zoologiste », un vétérinaire. Selon la

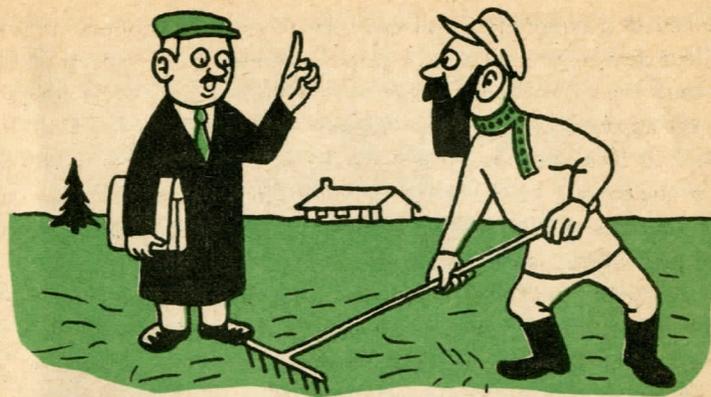
grandeur de l'exploitation collective, les paysans ont donc à entretenir par leur travail une dizaine à une vingtaine de bureaucrates, alors que tout avait très bien marché — et même mieux — du temps où tout cet appareil administratif n'existait pas.

Il faut bien que cet appareil justifie son existence par une « activité » quelconque; alors, la bureaucratie s'ingénie à pondre des circulaires ridicules et inutiles et à donner des ordres saugrenus. Voici ce qu'on peut lire dans de telles circulaires :

« La tâche principale est de développer les mesures concrètes de lutte contre toutes les pertes au cours de la moisson (moissonnage, mise en meules, transport et conservation du grain). A cet effet, les organisations devront assurer la coupe de tout le blé mûr, veiller qu'on ne le coupe pas trop tard pour éviter qu'il ne s'égrène, veiller à un glanage méticuleux, à l'installation de récupérateurs à grains sur les moissonneuses et sur les moissonneuses-batteuses, veiller que la mise en tas et le transport s'accomplissent sans pertes, ne pas laisser le blé se mouiller... »

Les paysans ont-ils vraiment besoin de tels conseils, de tels ordres pour savoir s'y prendre, eux qui connaissent leur métier assurément mieux que des bureaucrates qui ignorent tout du travail de la terre? Et c'est pour recevoir de tels « avis » que l'Etat les force à prélever sur leur maigre revenu de quoi entretenir ces bureaucrates parfaitement inutiles.

Les ordres venant de l'Administration centrale se suivent sans interruption. Il y a le « plan » des semences d'automne, le « plan » des semences de printemps, le « plan » de la récolte, le « plan » de l'élevage. Des gens qui n'ont jamais mis le pied au village décrètent de loin ce qu'il faut semer, combien il faut semer, quand il faut semer. On leur impose même un « plan » d'accouplement des bestiaux — ces « plans » sont transmis à chaque village! — et puisque la bureaucratie veut prouver qu'elle est indispensable, les autorités exigent qu'on leur envoie régulièrement des comptes rendus d'exécution pour chacun de ces « plans ».



TRAVAIL SANS JOIE

Tant qu'il était libre, maître de sa terre, de ses bêtes et de son travail, le paysan organisait son labeur en tenant compte du temps, de l'état des champs, de la fatigue de ses bêtes de trait et de l'aptitude des divers membres de sa famille. Maintenant, soumis à la discipline de fabrique du kolkhoze, il n'est tout juste qu'un numéro matricule qui reçoit et exécute des ordres. Il est incorporé dans une « brigade » commandée par un brigadier, sorte de contremaître. Celui-ci doit répondre devant les autorités de la discipline et du travail de sa brigade, il est chargé de distribuer son travail, de répartir ses hommes, et de rédiger des rapports sur le rendement et le zèle de chacun.

Le brigadier lui-même reçoit ses ordres de l'instance supérieure. Chaque matin, des sons de cloche ou des coups de marteau sur un monceau de ferraille convoquent la brigade. Les hommes, les femmes et les enfants se rendent à l'endroit qu'on leur désigne, en passant bien souvent devant les champs qui furent jadis les leurs et sur lesquels ils en voient travailler d'autres, avec le même manque d'entrain qu'ils ressentent eux-mêmes !

Dans la plupart des cas, l'outillage est insuffisant et mal réparé, car les « spécialistes » chargés de ce travail ne sont pas à la hauteur de leur tâche. D'ailleurs, l'industrie étatisée est incapable de livrer les fournitures indispensables à la réparation. Il y a bien la « station de moteurs et tracteurs » chargée de prêter son concours à plusieurs kolkhozes, mais ce concours doit être rémunéré par le kolkhoze; l'Etat ne donne rien gratuitement, en Russie moins encore qu'ailleurs. Au surplus, ces stations exécutent mal leur travail, les machines et les tracteurs sont souvent en panne et les travailleurs de ces stations, fonctionnarisés et caporalisés comme eux, n'ont pas à cœur d'accomplir un travail consciencieux et soigné.

Les membres des brigades sont souvent désespérés devant les ordres contradictoires qui se succèdent sans se ressembler. Une propagande assourdissante les presse d'accroître leur labeur et leur rendement, on les convoque le soir à des meetings où des orateurs venus du chef-lieu les exhortent à accomplir les buts fixés par le plan, à les dépasser même par tous les moyens, pour l'amour et en l'honneur du grand et génial chef Staline.

Les auditeurs se regardent sans rien dire. Ils savent bien qu'il est impossible d'augmenter le rendement sans améliorer l'outillage et sans disposer de plus d'engrais. Mais l'Etat-fournisseur n'envoie l'outillage et les engrais qu'au compte-gouttes. Ils se taisent cependant, car il y a les membres de la cellule communiste dans un coin de la salle et il n'y a pas loin de la cellule communiste au camp de travail forcé... Ils savent très bien que ces réunions ne servent à rien ; ils préféreraient rester chez eux, se reposer de leur journée harassante, mais mieux vaut ne pas se faire remarquer.

TAILLABLES ET CORVEABLES A MERCI

A la suite de cette réglementation bureaucratique, le rendement des exploitations collectivisées est aujourd'hui inférieur à ce qu'il était du temps de l'exploitation individuelle. Pour obtenir péniblement



les mêmes résultats que jadis, il faut un labeur plus dur et accomplir pas mal de besognes supplémentaires.

Sur les récoltes et les denrées produites, il faut maintenant prélever une part assez importante pour rémunérer des bureaucrates dont on économiserait pourtant si volontiers et les « conseils » et les ordres. Une autre fraction est également retenue pour payer les « services » — souvent si défectueux et surtout tardifs — des stations de machines et tracteurs. Il y a l'Etat qui impose chaque année les quantités — la part du lion ! — qui doivent lui être livrées à des prix taxés, fixés par le gouvernement, c'est-à-dire à des cours dérisoirement bas. Ensuite, et ensuite seulement, le paysan collectivisé peut disposer de sa part à lui; celle-ci lui est octroyée en vertu d'une comptabilité compliquée. Ce salaire en nature est parfois si faible qu'il ne lui permet pas de subsister jusqu'à la récolte suivante : il lui faut alors, pour tenir, acheter à l'Etat, à un prix de cinq à dix fois supérieur, le blé qu'il lui a pris à bon marché.

Ce n'est pas tout : pour financer l'industrialisation et le réarmement, l'Etat a besoin d'argent, il émet des emprunts. Ce sont des emprunts forcés : bien sûr, personne ne vous oblige à y souscrire, mais malheur à celui qui tenterait de s'y soustraire, car la police a ses yeux partout et le bras long!

Pendant la guerre, l'Etat dut, dans une certaine mesure, desserrer son étreinte et relâcher les contraintes. La pénurie qui régnait le força à permettre aux cultivateurs d'écouler un peu plus librement une partie de leur récolte. Des billets de banque rentrèrent dans les maisons des kolkhoziens. Mais à peine la guerre terminée, les paysans sentirent l'étau se resserrer.

On a beaucoup parlé chez nous, du célèbre retrait des billets de 5.000 francs, en janvier 1948. Les choses se passèrent encore plus mal en Russie, où l'on décréta à la même époque — en décembre 1947 — une réforme monétaire en vertu de laquelle les détenteurs de billets de banque durent les échanger contre des billets nouveaux dans la proportion de 10 contre 1. Cette mesure était dirigée essentiellement contre les paysans, qui n'ont guère l'habitude, en Russie d'avoir des comptes en banque; pour les titulaires de comptes bancaires, l'échange se fit dans la proportion de 1 à 1 jusqu'à 3.000 roubles, et de 3 à 2 pour le reste. Ainsi, le titulaire d'un compte possesseur de 6.000 roubles, put garder 5.000 roubles (3.000 roubles pour la première tranche et 2.000 roubles sur les 3.000 qui restaient), tandis que le paysan ayant le même avoir en billets ne garda que 600 roubles du fruit de son labeur.

ATTACHES A LA GLEBE COMME LES SERFS DE JADIS

Mais, dira-t-on, les paysans russes n'ont-ils donc personne pour défendre leurs intérêts? N'ont-ils pas de représentants, de députés?

Le régime soviétique est un régime totalitaire, fondé — comme celui de Hitler — sur le système du parti unique. Les représentants les plus qualifiés de ce régime déclarent textuellement :

« Un seul parti au pouvoir, tous les autres en prison! »

En mars 1950, eurent lieu les dernières élections au Soviet Suprême — tel est le nom du parlement soviétique. Les paysans, environ 60 % de la population, n'y sont représentés que par 18 % des députés! Mais

la plupart de ces députés « paysans » ne sont que d'anciens paysans, devenus depuis longtemps des fonctionnaires ou des permanents du parti unique. Sur les 670 membres du Conseil de l'Union Soviétique (qui correspond à peu près à notre Chambre), on ne compte que 70 paysans vivant réellement à la campagne, soit un dixième pour les six dixièmes de la population. Encore faut-il souligner que sur ces 70 députés paysans, 63 sont des présidents de kolkhozes, dont la situation sociale est plutôt enviable. Restent, en tout et pour tout, 7 paysans authentiques sur 678 députés, soit 1 % dans un pays à majorité paysanne!

La guerre avait éveillé dans ces masses asservies quelques lueurs d'espérance. Le gouvernement de Moscou allait-il desserrer l'étreinte? Hélas! ce fut tout le contraire. Une nouvelle législation, promulguée en février 1947, introduisit, en effet, dans les kolkhozes le travail à la tâche, jusqu'alors réservé aux ouvriers de l'industrie. Et à l'instar de ces derniers, les paysans kolkhoziens n'ont plus le droit de changer librement d'entreprise. Ils sont désormais rivés à leurs kolkhozes, ils sont plus solidement attachés aux fermes collectivisées que les serfs de jadis à leur glèbe...



DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER

NOTRE DÉMONSTRATION POURRAIT s'arrêter là. Mais comme il y a des gens qui disent que le programme communiste tient compte des conditions particulières de chaque pays et que ce qui est arrivé en U.R.S.S. ne doit pas forcément se reproduire chez nous, il n'est peut-être pas inutile de rappeler brièvement ce qui s'est passé en Europe orientale, dans les pays dits de « démocratie populaire », où le bolchévisme s'est imposé en maître, au cours de ces dernières années.

Ces événements, plutôt récents, confirment intégralement que les communistes ne dévient pas d'un pouce du programme de Moscou, que nous avons retracé au début de cette étude. Ils exécutent scrupuleusement et fanatiquement les ordres du « Kominform », et ces ordres sont toujours les mêmes.

OFFENSIVE GÉNÉRALE CONTRE LES PAYSANS

Cela débute toujours de la même façon : par les plus belles promesses. On exproprie sans indemnité quelques grandes propriétés, qu'on répartit en jouissance entre les paysans pauvres. Mais les parcelles allouées à ceux-ci sont trop petites pour leur permettre de subsister, et l'outillage indispensable leur fait défaut.

Alors s'ouvre la deuxième période. Le gouvernement communiste, qui a tout d'abord « garanti » aux exploitants « la jouissance continue et héréditaire » des terres qui leur sont attribuées, déclare que tout le monde serait plus heureux si l'on mettait les terres, les cheptels et



l'outillage en commun. Autrement dit : après avoir découpé la grande et la moyenne propriété en lopins trop petits pour pouvoir être exploités, on dit qu'il faut tout collectiviser, y compris les exploitations parfaitement viables! Ceux qui, au début, ont mordu à l'hameçon le regrettent bientôt, mais il est trop tard, car la police est déjà sur place!

En accablant les paysans d'impôts et de réquisitions, on leur promet des allègements et des exonérations s'ils consentent à former des kolkhozes. Ce n'est encore qu'une pression tout « amicale », tentante, mais elle ne tardera pas à se faire pressante, voire oppressante!

En Tchécoslovaquie, on commence déjà à traiter de « koulaks » (c'est-à-dire de « paysans riches ») tous ceux qui exploitent plus de 15 hectares. Il ne fait pas bon passer pour « riche » en « démocratie populaire »... Après n'avoir parlé que de la collectivisation des terres, M. Kotatko, vice-ministre de l'Agriculture parlait déjà (9 novembre 1950) de la nécessité de *collectiviser le bétail*. On s'achemine vers des mesures de plus en plus incisives. Des stations d'Etat de machines et tracteurs fonctionnent d'ores et déjà, et la presse tchèque se plaint de leur mauvais rendement... Tout se passe comme en Russie.

En Hongrie, on a fait un pas de plus. La première grande campagne pour la collectivisation, en été 1948, débuta par l'envoi de 5.430 paysans dans des camps de concentration. Dans un discours prononcé le 30 novembre 1948, M. Mathias Rakosi, le dictateur de la Hongrie, déclarait en propres termes :

« Tout le monde doit comprendre que nous ne pourrions rénover l'agriculture avec le système actuel, étrié et morcelé. *Le seul moyen d'atteindre à la perfection dans l'agriculture est le kolkhoze.* »

Tant qu'il s'agissait de capter la confiance des cultivateurs pour accéder au pouvoir sans partage, M. Rakosi tenait en Hongrie un langage semblable à celui de M. Waldeck Rochet en France, un langage suave et doux. Ce n'est qu'une fois érigée la dictature qu'il jette le masque... tout comme M. Waldeck Rochet serait prêt à jeter le sien, le cas échéant...

Nous nous bornons à parler de la Tchécoslovaquie et de la Hon-

grie. Mais en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, c'est la même chose, et cela a déjà commencé en Allemagne soviétisée.

UN AVEU DU MARECHAL TITO

Jusqu'à sa rupture avec le Kominform, la Yougoslavie occupait une place de choix parmi les « démocraties populaires ». Depuis 1948, on a accéléré la collectivisation agraire, selon le modèle russe de 1930-1935. Sous la terreur, les paysans furent contraints d'adhérer aux kolkhozes. Le résultat de l'opération est le même qu'en Russie : diminution de la superficie emblavée et baisse catastrophique des effectifs du cheptel. Chacun sait que la Yougoslavie se trouve aujourd'hui au bord de la famine, qu'elle n'évitera que grâce à l'aide américaine.

Le maréchal Tito, responsable de cette politique désastreuse, en a fait l'aveu au printemps dernier, dans un discours prononcé à Drvar et reproduit par toute la presse yougoslave le 14 mars 1950. Il y battait sa coulpe en déclarant :

« Je crois que c'est précisément dans la création de communautés paysannes que nous avons commis le plus de fautes, c'est mathématiquement et non suivant les possibilités réelles que nous avons jugé les hommes et la mentalité de hommes; *nous ne nous sommes pas demandé s'ils étaient prêts à entrer dans une communauté. Il y a eu emploi de force avec menace de « ceci ou cela », menaces d'augmentation des impôts ou de travail forcé dans les forêts.* »

Le maréchal Tito s'en est aperçu un peu tard ! On dit parfois que « mieux vaut tard que jamais », mais il arrive, comme en Yougoslavie, que tard veuille dire : *trop tard*. Quand le mal est fait, la reconnaissance des erreurs commises ne répare pas les dégâts. Rien ne saurait effacer les souffrances dont des mains maléfiques, mues par des intentions souvent criminelles, ont accablé le genre humain.

Et c'est pourquoi, amis paysans, il vaut mieux repousser à temps les propositions mensongères et insidieuses des tartuffes communistes. Vous connaissez maintenant le traitement qu'ils vous réserveraient, si par malheur, vous tombiez sous leurs griffes !